

# RENDEZ-VOUS LE 7 SEPTEMBRE

La grande majorité de nos concitoyens rejettent la réforme des retraites concoctée par la droite. C'est ce que mesurent toutes les enquêtes, les défaites de la droite lors des élections partielles ainsi que les manifestations qui se sont succédées, la dernière réunissant deux millions de personnes. La riposte ne prend pas de vacances : les initiatives et les signatures de pétitions se multiplient tout cet été. Face à l'entêtement du gouvernement, les salarié-es, les jeunes, les retraité-es se donnent rendez-vous à la rentrée pour les grandes manifestations du 7 septembre prochain.

## MANIFESTATION NATIONALE

Partout en France

**LE 7 SEPTEMBRE**



### « Français encore un effort pour payer la crise »

Nicolas Sarkozy l'a confirmé lors de l'heure qu'il s'est octroyée sur France2, il ne veut pas entendre l'hostilité des françaises et des français à sa réforme des retraites injuste. La fin de la retraite à 60 ans est programmée avec le report de l'âge légal de départ à 62 ans et à 67 ans pour ceux qui n'ont pas cotisé le nombre d'années suffisantes. La droite veut mettre en pièce une conquête majeure pour laquelle les salariés ont cotisé toute leur vie. Alors que les banques et les marchés financiers, responsables de la crise financière sont portés à bout de bras à coups de centaines de milliards d'euros, la pression la plus abominable est mise sur les salarié-es, sur celles et ceux qui espéraient pouvoir avoir du temps pour eux, pour leur famille et non plus sous l'autorité d'un employeur.

### Au pas de charge en plein été

Ouvrir un débat public avec les français ? Consulter les syndicats ? Discuter au Parlement ? Des

futilités pour Nicolas Sarkozy quand le MEDEF et ses amis du patronat ont déjà dit ce qu'ils exigeaient. C'est donc au pas de charge et en plein été que la droite présidentielle veut faire imploser le droit à une retraite décente à 60 ans. Huis clos pour les travaux des députés de la Commission des affaires sociales, procédure accélérée, temps limité à 50 heures de débat, campagne publicitaire à la télé et la radio, dans les journaux... le gouvernement n'a négligé aucune procédure pour tenter d'imposer un texte aux conséquences terribles pour l'immense majorité des françaises et des français.

## D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES

Les député-e-s communistes, républicains et du parti de gauche, déposeront une proposition de loi qui, tout en rétablissant la justice sociale, assurerait également un financement dynamique du système de retraite.

1. **Désintoxiquer notre économie de la finance** : contribution des revenus financiers des entreprises à un taux de 9,9% soit 30 milliards de recettes supplémentaires. Cotisation additionnelle des entreprises qui favorisent la financiarisation au détriment de l'investissement et de l'emploi.

2. **Favoriser l'emploi et les salaires** : majoration de 10% des cotisations des entreprises de plus de 20 salariés dont le nombre de salariés à temps partiel est supérieur à 20% et suppression des exonérations au titre des heures supplémentaires : 25 milliards de recettes supplémentaires.

3. **Promouvoir la justice sociale** : suppression du bouclier fiscal et augmentation des contributions des revenus issus de l'intéressement, des bonus et stock-options.

**Déjà 40 000 signataires.**  
*Vous aussi, signez en ligne la pétition du Front de Gauche « Pour une réforme des retraites juste et efficace » sur [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)*

## FÊTE DE L'HUMANITÉ

**Les 10, 11, 12 septembre**

Et les députés de l'UMP annoncent qu'ils ne découvriront leurs amendements qu'en septembre ! Quant à la prise en compte de la « pénibilité du travail », «un droit nouveau dans le système de protection sociale et une avancée sociale absolument majeure» selon le Président, il faudra être handicapé à 20 % pour conserver peut-être le droit de partir à 60 ans. Belle conception du progrès !

## Pour le gouvernement, la rentrée aussi sera chaude

Après FO en juin, la CGC a annoncé mardi qu'elle rejoignait le front syndical contre le projet du gouvernement sur les retraites. Ainsi toutes les centrales syndicales ont rassemblé leurs forces pour, toutes ensemble, faire échec à ce projet injuste et inefficace. Il n'est pas encore fait. Comme le montre la proposition de loi déposée par les parlementaires communistes et du parti de gauche, des solutions existent pour maintenir le niveau des retraites versées dans le cadre d'un départ à 60 ans. Encore faudrait-il que le gouvernement rompe avec le dogme de la finance qui retient toutes ses faveurs.

Tout cet été, les militants communistes et du Front de Gauche font signer une pétition exigeant le retrait du plan gouvernemental et exiger une autre réforme.

Ensemble, nous pouvons nous battre pied à pied, élargir encore la mobilisation jusqu'à rendre incontournable qu'on entende, cette fois-ci, la voix du peuple.

---

## Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
  - Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse ... euros (chèque à: Association de financement du PCF)  
Prénom et nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_ Mail : \_\_\_\_\_

## **D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES**

**Les député-e-s communistes, républicains et du parti de gauche, déposeront une proposition de loi qui, tout en rétablissant la justice sociale, assurerait également un financement dynamique du système de retraite.**

1. **Désintoxiquer notre économie de la finance** : contribution des revenus financiers des entreprises à un taux de 9,9% soit 30 milliards de recettes supplémentaires. Cotisation additionnelle des entreprises qui favorisent la financiarisation au détriment de l'investissement et de l'emploi.
2. **Favoriser l'emploi et les salaires** : majoration de 10% des cotisations des entreprises de plus de 20 salariés dont le nombre de salariés à temps partiel est supérieur à 20% et suppression des exonérations au titre des heures supplémentaires : 25 milliards de recettes supplémentaires.
3. **Promouvoir la justice sociale** : suppression du bouclier fiscal et augmentation des contributions des revenus issus de l'intéressement, des bonus et stock-options.

## **ENSEMBLE ON PEUT GAGNER**

**Les communistes mettent ces propositions dans le débat public pour faire grandir l'exigence d'une autre réforme. Nous avons été des millions au mois de mai pour dire notre inquiétude devant les projets gouvernementaux. Soyons plus nombreux, encore demain, pour dire notre résolution à mettre en échec une réforme injuste, inefficace et exiger une autre réforme.**

# Retraites : au pas de charge en plein été

mardi 20 juillet 2010

## **DEPUTE-E-S COMMUNISTES ET REPUBLICAINS, ROLAND MUZEAU, PORTE-PAROLE**

Aujourd'hui, les Député-e-s sont appelés à examiner et cela pendant trois jours, le projet de loi par lequel le gouvernement entend porter réforme du système français des retraites.

C'est donc au pas de charge et en plein été que la droite présidentielle veut faire imploser le droit à une retraite décente à 60 ans. Huit clos pour les travaux de la Commission des affaires sociales, procédure accélérée, temps limité à 50 heures de débat, le gouvernement n'a négligé aucune procédure pour tenter d'imposer un texte aux conséquences terribles pour l'immense majorité des françaises et des français.

Depuis des mois, publicité à l'appui dans la presse et sur les radios et télévisions, le même refrain est chanté : il n'y aurait pas d'autres solutions, compte tenu de l'allongement de la durée de vie, que de travailler plus longtemps. Au nom de quoi cette fadaise devrait-elle gagner le statut de vérité scientifique ? La question démographique avec l'augmentation du nombre de retraités, pose effectivement celle d'un financement de leurs pensions.

Mais, comme le montre la proposition de loi déposée par les Député-e-s communistes et du Parti de Gauche, des solutions existent pour maintenir le niveau des retraites versées dans le cadre d'un départ à 60 ans. Encore faudrait-il que le gouvernement rompe avec le dogme de la finance qui retient toutes ses faveurs. De pseudo-concertation en vrai refus d'entendre d'autres propositions que les siennes, il veut faire les poches des salariés et des retraités pour préserver les revenus financiers et ceux des plus fortunés.

Cette réforme injuste et inefficace n'est pas faite. Elle va à l'encontre des exigences du pays, de l'ensemble des syndicats et d'une majorité de nos concitoyennes et concitoyens. Ce n'est pas à coups de marteau sur la tête qu'elle deviendra une bonne réforme.

Les Député-e-s communistes et républicains qui se battront pied à pied contre ce projet, en appellent à la mobilisation la plus large pour empêcher ce mauvais coup d'été.

Paris, le 20 Juillet 2010

**La pénibilité du travail n'est pas reconnue à partir d'un métier répertorié comme pénible garantissant une prise en charge uniforme et juste de tous les salariés de ce métier mais à partir de la situation individuelle de chaque salarié pouvant attester d'une incapacité de 20% .**

En clair il faudra être borgne, manchot ou cul-de-jatte pour espérer bénéficier du régime de « faveur » de Sarko-Woerth et encore, 20% vous donneront « droit » à partir a 60 ans quand la majorité partira à 62 ans !

**La CFE-CGC a annoncé mardi qu'elle rejoignait le front syndical contre le projet du gouvernement sur les retraites**

**A ce stade, la réforme du gouvernement propose de maintenir la retraite à 60 ans pour les salariés qui, du fait d'une situation d'usure professionnelle constatée, souffrent d'un taux d'incapacité physique supérieur ou égal à 20%. Là où M. Woerth parle d'un "droit sans précédent en Europe, qui concernera 10.000 personnes par an", la gauche et les syndicats -mais aussi une partie de la droite- déplorent un dispositif calqué sur une proposition du Medef et remplaçant la notion de pénibilité par celle d'incapacité ou d'invalidité.**